



**RAPPORT**  
**ÉVÉNEMENT PARALLÈLE DE HAUT**  
**NIVEAU**

**Solutions dans le contexte des déplacements forcés liés  
à la crise en République centrafricaine**

15 DÉCEMBRE 2023 | GENÈVE

## Objectifs de la réunion

- Acquérir des financements supplémentaires, pluriannuels, innovants et de qualité pour la coopération humanitaire, de développement et de paix afin de trouver des solutions à la situation en République centrafricaine (RCA) ;
- Obtenir un nouveau soutien financier, technique et matériel pour les politiques, les services et les systèmes du pays d'accueil qui favorisent l'inclusion ;
- Obtenir de nouvelles possibilités d'emploi et d'accès à des produits et services financiers pour favoriser l'inclusion économique ;
- Parvenir à un renforcement du soutien financier et politique en faveur du retour volontaire durable et de la réintégration, y compris l'accès aux services.

### 1. Résumé

L'événement a bénéficié d'une représentation de haut niveau des ministres et ambassadeurs des sept États signataires de la Déclaration de Yaoundé, ainsi que d'acteurs humanitaires et de développement essentiels impliqués dans la recherche de solutions durables pour la République centrafricaine, de même qu'un plaidoyer édifiant d'un réfugié centrafricain. Le Premier Ministre et Chef du gouvernement de la République Centrafricaine a garanti le soutien du Gouvernement de la RCA à la plateforme. La Présidente du Comité de pilotage de la plateforme a résumé les plans d'action nationaux élaborés par les États signataires sous trois piliers stratégiques, ainsi que les ressources nécessaires à leur mise en œuvre. Pour leurs parts, les représentants des sept pays ont mis en évidence un fort engagement politique et des besoins de financement, les partenaires internationaux réunis au sein du groupe des partenaires de soutien et ont présenté, sous la direction de la Banque africaine de développement (BAD), une déclaration commune dans laquelle ils se sont engagés à mobiliser des ressources supplémentaires pour faire progresser des solutions durables pour les déplacés de force de la RCA.

La Banque africaine de développement a également appelé la communauté internationale à s'unir dans cette démarche vers des solutions durables pour tous ceux qui sont touchés par la crise. Cet appel a trouvé un écho favorable auprès de certains acteurs de développement et du secteur privé présents à l'événement. Le Haut Commissaire assistant chargé des opérations a clôturé l'événement en soulignant la véritable opportunité que représentent les plans stratégiques nationaux et régionaux pour résoudre l'une des situations de déplacement forcé les plus prolongées de la région, en soutenant les initiatives de paix, de développement et de réconciliation en RCA.

## 2. Principaux engagements (Extrait des déclarations des intervenants)

- Le Premier ministre de la République centrafricaine s'est engagé, au nom de son pays, à travailler en étroite collaboration avec les partenaires de la République centrafricaine afin de s'assurer que tous les membres de ce groupe soient soutenus dans leurs efforts mutuels.
- Les gouvernements signataires de la Déclaration de Yaoundé se sont engagés en faveur de l'inclusion et de la paix liés aux plans d'action concrets qu'ils ont conçus à la suite du lancement de la plateforme d'appui aux solutions pour la RCA. Le montant total requis pour la mise en œuvre de ces plans est estimé à US\$ 194 millions. Cela comprend notamment l'accès aux droits pour 50% de la population entre 2024 et 2027, la construction et l'amélioration des services sociaux dans les zones de première arrivée, l'accès aux opportunités d'emploi, et l'amélioration de l'environnement de retour de près de 300.000 réfugiés entre 2024 et 2027.
- Le Représentant Spécial du Secrétaire Général (RSSG) de la MINUSCA a assuré de l'appui continu et renouvelé des systèmes des Nations Unies pour permettre au gouvernement centrafricain ainsi qu'aux États parties à la Déclaration de Yaoundé de mettre en œuvre avec succès les recommandations formulées et les points d'action inclus dans les plans nationaux.
- Le Groupe des partenaires de soutien, dirigé par la Banque africaine de développement, s'est engagé à soutenir activement la mise en œuvre des plans d'action nationaux et à mobiliser les ressources nécessaires à leur mise en œuvre.
- La Commission européenne, par l'intermédiaire de la Direction Générale « International Partnerships » (INTPA) membre du Groupe des partenaires de soutien, a réitéré son soutien à la plateforme via un engagement concrétisé par une contribution de 2 millions d'Euros à son secrétariat. Cette contribution accordée en 2022 couvre la période de 2023 à 2024.
- Le Directeur exécutif du Groupe Afrique II au Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale, Abdoul Salam Bello, appelle le Groupe de la Banque mondiale à s'engager pleinement dans le groupe des partenaires d'appui et à accroître sa contribution.
- La Coalition Amahoro, membre du Groupe des partenaires d'appui, s'est notamment engagée à contribuer à mobiliser le secteur privé pour participer à l'inclusion économique des personnes déplacées de la RCA, à sensibiliser au potentiel économique des entrepreneurs réfugiés, et à mobiliser les donateurs et le secteur privé pour obtenir des financements pour les entreprises appartenant à des réfugiés.
- Le Tchad envisage d'allouer 300.000 hectares pour les projets agricoles des réfugiés au cours des trois prochaines années.
- La République du Congo s'efforce de soutenir l'inclusion des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les services sociaux de base, l'éducation et la santé.
- Le PNUD a réaffirmé son engagement en faveur de l'intensification de ses propres actions de développement dans le cadre des déplacements forcés.

## 3. Principales déclarations

- Les représentants des sept gouvernements signataires ont exhorté les donateurs à fournir davantage de fonds afin d'atteindre des objectifs fixés en faveur des personnes déplacées de force de la RCA.
- Le Premier ministre centrafricain a rappelé que « sans paix, il n'y aura pas de retour ».
- S.E. l'Ambassadeur, Représentant permanent de la République du Tchad auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a lancé un vibrant appel à la paix comme seule solution définitive pour résoudre complètement la situation des réfugiés et leur permettre de rentrer chez eux en toute sécurité. Il a exhorté l'ONU à ramener la paix entre les pays en guerre.

- M. Gédéon Panté, réfugié de la République centrafricaine, a suggéré qu'une participation significative des personnes déplacées et des réfugiés à la plate-forme serait hautement souhaitable pour le bon fonctionnement de ces solutions.

#### 4. Interventions

##### **PARTIE 1 : Segment d'ouverture**

- **M. Mamady Souare**, *Conférencier principal du Groupe des partenaires d'appui et Représentant résident de la COCF, Banque africaine de développement*

L'événement permettra de faire le point sur les solutions et bonnes pratiques s'inscrivant dans le cadre de la plateforme d'appui aux solutions qui a été officiellement lancée par le Chef de l'Etat centrafricain, S.E. Professeur Faustin-Archange TOUADERA. Le Premier Ministre de la RCA, Félix Moloua, est présent pour une animation conjointe.

- **M. Félix Moloua**, *Conférencier d'honneur pour les Etats, le Premier Ministre de la République centrafricaine*

Les Etats signataires sont appelés à soutenir la mise en œuvre de la feuille de route régionale de la réunion de Bangui. Le gouvernement centrafricain a la ferme volonté de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires afin d'obtenir un effort cohérent et de s'assurer que tous les membres de ce groupe puissent être soutenus dans leurs efforts mutuels pour des solutions à la crise des déplacements forcés, et de soutenir les stratégies nationales de solutions. La protection et le respect des droits des réfugiés et des personnes déplacées seront au cœur de l'engagement de tous les participants. La participation du Groupe des partenaires de soutien est saluée et l'invitation est faite à la communauté internationale et les partenaires à soutenir l'initiative, en rejoignant l'équipe du Groupe des partenaires de soutien. Cet événement est une étape essentielle pour opérer de réels changements dans la crise des déplacements forcés en RCA.

##### **Projection vidéo d'histoires de réussite**

##### **PARTIE 2 : Segment des présentations**

- **M. Mohamed Ag Ayoya**, *Conférencier, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire à la MINUSCA*

L'approche intégrée de la mission de maintien de la paix et du système des Nations Unies est un atout pour la mise en œuvre de la plateforme centrafricaine d'appui aux solutions. La promotion d'une approche inclusive par le biais de l'engagement actif de la société civile, des communautés locales, des personnes déplacées, des réfugiés et des rapatriés est une étape essentielle pour favoriser le dialogue, la participation et l'inclusivité dans les processus décisionnels. La coopération régionale et la collaboration entre les États signataires de la Déclaration de Yaoundé doit être encouragée pour relever les défis transfrontaliers et soutenir la plateforme.

La situation humanitaire en RCA est encore fragile et risque de s'inverser si la tendance actuelle à la faiblesse et à la lenteur du financement pour l'appel humanitaire de 2023 se poursuit. Le système des Nations Unies assure son appui renouvelé et continu pour permettre au gouvernement centrafricain ainsi qu'aux Etats parties à la Déclaration de Yaoundé de mettre en œuvre avec succès les recommandations formulées et les actions incluses dans les plans nationaux. La communauté internationale est invitée à intensifier son soutien à la mise en œuvre des plans d'action nationaux, qui renforceront l'environnement de protection, permettront l'inclusion socio-économique, contribueront au processus de paix et de réconciliation nationale, et créeront les conditions propices au retour ou à la réintégration des personnes touchées par la crise centrafricaine. Le Nexus doit être mis en œuvre pour fournir un cadre opérationnel de coordination efficace et décentralisé et pour cimenter la cohérence interne et la durabilité des actions des Nations Unies sur le terrain.

- **M. Stephan Maurer**, *Conférencier, Représentant à Genève du Conseil danois pour les réfugiés*

Les solutions pour les réfugiés sont rendues possibles grâce au financement de quatre ans de l'INTPA, qui a permis à un consortium de quatre ONG internationales (DRC-NRC-CARE-ACF) de mettre en œuvre le projet SOLID (Solutions et Initiatives Durables). Il vise à répondre aux besoins de 150 000 personnes au Cameroun et en République centrafricaine, dont 48 % de femmes et 46 % de réfugiés. Parmi les spécificités de ce projet, on peut citer l'approche Nexus Programming and Graduation, son approche transfrontalière essentielle pour la réintégration des réfugiés, l'approche pluriannuelle pour un impact plus profond car elle évite les discontinuités dans la stratégie et la mise en œuvre et permet une forte collaboration des partenaires spécialisés. Il est donc possible de fournir ce dont les personnes vulnérables ont besoin, indépendamment de la catégorie, du statut ou de la localisation des populations avec lesquelles les ONG travaillent, et de sortir les populations de l'extrême pauvreté.

- **M. Gédéon Tanguy Just Panté**, *Conférencier, réfugié de la République centrafricaine*

Il est essentiel d'encourager et de soutenir les pays d'asile afin d'offrir un cadre juridique pour le travail adapté aux réalités des réfugiés. Cela permet de créer des opportunités professionnelles et donc de promouvoir l'indépendance financière. L'accès à une formation socioprofessionnelle adaptée aux besoins spécifiques des réfugiés non qualifiés et moins instruits est également essentiel. Une participation significative des personnes déplacées et des réfugiés à la plateforme d'appui aux solutions serait hautement souhaitable pour le bon fonctionnement de ces solutions, de même que la création d'un environnement propice à l'autonomie. Toutes les personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays sont invitées à faire preuve de résilience et de dynamisme. Vibrant appel à la communauté internationale pour qu'elle n'oublie pas la crise centrafricaine et qu'elle œuvre pour des solutions durables afin de construire un avenir meilleur pour tous.

### **PARTIE 3 : Segment des solutions nationales**

- **Mme Virginie Baikoua**, *Modératrice, S.E. Ministre de l'Action Humanitaire, de la Solidarité et de la Réconciliation Nationale de la RCA*

Résumé les plans d'action nationaux élaborés par les États membre de la plateforme, sur la base des trois piliers stratégiques contenus dans la déclaration de Yaoundé.

Le premier pilier stratégique vise à promouvoir et à renforcer les institutions chargées de la protection des réfugiés et des personnes déplacées. Celle-ci englobe le cadre légal mais vise également à faciliter l'accès aux droits de 50% de la population concernée entre 2024 et 2027. Il s'agit également de fournir des outils et des services pour permettre aux réfugiés d'avoir accès à leurs droits et aussi de mettre en œuvre les instruments juridiques et leur cadre juridique. Cela inclut tous les droits au logement, à l'éducation. Le coût de ce pilier est d'environ US\$ 24 millions.

Le deuxième pilier stratégique est le renforcement de la résilience et l'autonomisation des populations déplacées, en attendant des solutions à long terme. Cela comprend la construction et l'amélioration des services sociaux dans les zones d'arrivée. Il s'agit également d'accéder à des opportunités d'emploi, y compris dans l'agriculture, mais aussi de promouvoir la formation professionnelle, la microfinance, de créer des opportunités pour les populations déplacées et les communautés d'accueil afin qu'elles puissent prospérer et avoir accès aux marchés nationaux. Le coût de ce pilier est d'environ US\$ 94 millions.

Le troisième pilier stratégique est consacré au soutien d'un environnement favorable aux retours à long terme et à la réintégration des populations déplacées de la RCA. Il s'agit de différentes initiatives et programmes visant à améliorer l'environnement de retour de près de 300 000 réfugiés entre 2024 et 2027. Le coût de ce pilier est d'environ US\$ 76 millions. Le coût total des plans d'action nationaux s'élève à US\$ 194 millions (Soudan excepté).

#### **PARTIE 4 : Interventions à partir du segment de plancher**

- ***S.E. Mbella Mbella, Ministre des Relations Extérieures du Cameroun***

Le Cameroun assure de sa solidarité avec la plateforme centrafricaine et rappelle des efforts de son pays pour mettre en œuvre les recommandations de la Déclaration de Yaoundé. Présentation des huit priorités (protection, inclusion sociale et économique des réfugiés, renforcement des capacités d'autonomisation des réfugiés, accès aux services sociaux de base, retour durable et à long terme des réfugiés, entre autres) proposées dans le nouveau plan stratégique national du Cameroun pour un montant total de US\$ 13 millions. Intention d'organiser des rencontres transnationales régulières entre le Cameroun et la RCA sur ces priorités, ainsi que toutes les parties désireuses d'y participer.

- ***S.E. Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, Ministre des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire de la République du Congo***

La République du Congo, qui accueille actuellement quelques 33.000 réfugiés et demandeurs d'asile centrafricains, est fermement engagée à trouver des solutions pour améliorer leur prise en charge. Des initiatives d'inclusion et d'autonomisation des réfugiés et demandeurs d'asile, notamment à travers la mise en œuvre de projets sociaux comme le Lisungi et le programme national de filets sociaux, ont depuis constitué la matérialisation de cet engagement au bénéfice

de tous les réfugiés vivant au Congo et ce, sans aucune discrimination par rapport à la population locale. Cependant, les nombreux défis ne peuvent être relevés que dans un esprit de solidarité et de mise en commun des efforts de tous ceux qui sont réunis pour cette réunion de haut niveau. Invitation chaleureuse à tous les donateurs, à porter leur regard compatissant sur la situation des réfugiés centrafricains vivant au Congo et dans de nombreux autres pays.

- **Angelina Jany Teny, Ministre de l'Intérieur du Soudan du Sud**

Présentation des deux principales stratégies déjà mises en œuvre par son gouvernement : l'ouverture à l'accueil des réfugiés, l'accès à l'école pour leurs enfants, l'accès aux cartes d'identité et aux comptes bancaires. Pour que cette plateforme et ces initiatives continuent de prospérer, il est nécessaire que ces partenaires stratégiques continuent à soutenir ces activités, non seulement pour le retour de ceux qui se trouvent en République du Soudan du Sud ou qui choisissent d'y retourner, mais aussi de ceux qui continueraient à y gagner leur vie. Cependant, les communautés d'accueil doivent faire face à un manque cruel de ressources. Les gouvernements et les donateurs sont exhortés à coopérer pour atteindre des objectifs tangibles en faveur des réfugiés et obtenir davantage de financements.

- **S.E Jean-Claude Molipe Mandongo , Vice-Ministre de l'Intérieur de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires Coutumières de la République Démocratique du Congo**

La RDC a travaillé sur les nominations de trois experts régionaux pour la mise en place d'un comité technique national et l'élaboration d'un plan d'action national pour les solutions. Ce plan visera à renforcer la protection des réfugiés et à garantir un déploiement efficace de l'aide. La RDC soutient également le retour volontaire et l'inclusion socio-économique. Les réfugiés qui ne peuvent pas encore retourner dans leur pays d'origine peuvent être intégrés au niveau local en RDC. Les défis sont encore nombreux et la mobilisation de la communauté internationale pour obtenir davantage de ressources afin de soutenir les États encore fragiles de la région de l'Afrique centrale est sollicitée.

- **S.E. Dr. Jean-Pierre Baptiste, Ambassadeur, Représentant permanent de la République du Tchad auprès de l'ONUG**

Les conditions de vie de nombreux réfugiés sont très difficiles. Néanmoins, le Tchad est un pays d'hospitalité et un pays qui applique les instruments juridiques qui ont été mis en place pour se concentrer sur la protection des populations réfugiées. Travailler ensemble sur les priorités clés pour s'assurer que des mesures soient prises pour améliorer la situation des réfugiés est important, tout comme la nécessité d'examiner les documents, les cartes d'identité, les passeports biométriques pour les réfugiés, les activités productives en termes d'agriculture, d'élevage. Au cours des trois prochaines années, le Tchad envisage d'ailleurs d'allouer trois cent mille hectares à cet effet. Appel aux partenaires des institutions financières pour qu'ils réitèrent et renforcent leurs accords dans un esprit de partenariat et de responsabilité partagée, afin de s'assurer que le Tchad dispose des finances nécessaires pour soutenir les réfugiés et faire en sorte que leur intégration socio-économique puisse être une réalité.

- **S.E. Ali Hassan Hamid Hassan HAMID, Ambassadeur Représentant permanent du Soudan auprès de l'ONUG**

Avant la guerre, le Soudan accueillait des milliers de réfugiés. Ils ont été intégrés socialement et culturellement au sein des communautés. Ils ont été traités comme n'importe quel autre citoyen soudanais. Et ils ont eu la possibilité d'intégrer des écoles et des collèges au Soudan.

Malheureusement, et en raison de la situation politique actuelle, ils ont été contraints de chercher refuge une fois de plus, soit à l'intérieur du pays, soit de traverser les frontières pour rejoindre leur pays d'origine. Malgré la situation actuelle, le pays soutient des solutions durables pour les réfugiés et plaide pour identifier des solutions holistiques s'attaquant aux causes profondes des déplacements forcés.

- **M. Vittorio Capici**, Gestionnaire de programme INTPA, Commission européenne

La Direction Générale INPTA était représentée à Bangui, fin octobre, pour participer au lancement de la plateforme, première étape dans la lutte pour la situation des réfugiés centrafricains, après la signature de la Déclaration de Yaoundé en avril 2022. L'UE a partagé les efforts soutenus du gouvernement centrafricain, de la plateforme, des gouvernements signataires, du HCR et des partenaires du groupe des partenaires d'appui, afin de trouver des solutions durables à ces crises prolongées de déplacements. Rappel du soutien la plateforme par l'Union Européenne avec un financement de 2 millions d'Euros pour son secrétariat. Cet engagement reflète l'engagement de l'UE à aider la population centrafricaine vivant à l'intérieur du pays et dans toute la région, à retourner dans son lieu d'origine et à le faire pacifiquement, volontairement et dans la dignité.

- **M. Abdoul Salam Bello**, Directeur exécutif du Groupe Afrique II au Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale

Appel au Groupe de la Banque mondiale à s'engager pleinement dans le groupe des partenaires d'appui et à accroître sa contribution en partageant le risque de fournir le capital et le partenariat stratégique et innovant avec le HCR et tous les acteurs concernés, en allant au-delà de l'effort pour trouver des solutions innovantes et durables qui changent la donne sur les questions posées par les réfugiés dans leurs communautés d'accueil. Suggestion de tirer davantage parti du guichet du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA), du guichet pour les communautés d'accueil et les réfugiés, ainsi que des solutions du secteur privé soutenues par la Société financière internationale (IFC). La collaboration fructueuse entre l'IFC et le HCR dans d'autres régions du monde pour trouver des solutions dirigées par le secteur privé peut et doit être reproduite pour la RCA.

- **M. Isaac Kwaku Fokuo**, Fondateur de la Coalition Amahoro

Engagement à mobiliser le secteur privé pour participer à l'inclusion économique des personnes déplacées de la RCA, à sensibiliser activement le public au potentiel économique des entrepreneurs réfugiés, mobilisation des donateurs et du secteur privé pour obtenir des financements pour les entreprises appartenant à des réfugiés. Etablissement de partenariats avec des partenaires et des fondations. Ces résultats positifs devraient permettre d'améliorer considérablement la situation économique des réfugiés et contribueront à l'autosuffisance et à la réduction de la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Appel à toutes les parties prenantes à se donner la main dans cette entreprise très importante et a rappelé que le secteur privé a la possibilité d'être une force pour le bien.

- **Catherine Osborn**, Conseillère politique - Déplacements forcés, Bureau de crise du PNUD

Le PNUD s'est félicité de la Déclaration de Yaoundé car elle est enracinée dans le leadership et l'appropriation des parties prenantes locales ainsi que des autorités locales et régionales. Le PNUD se réjouit à l'idée d'approfondir ses partenariats avec le gouvernement centrafricain, mais aussi avec les pays voisins. Le PNUD a également annoncé qu'avec l'appui de la Banque africaine de développement, un nouveau projet transfrontalier entre la RCA et le Tchad visant précisément à travailler à la stabilisation. C'est la preuve de l'engagement du PNUD en faveur d'une intensification de l'action de développement dans le cadre des déplacements forcés. Il s'agit là de la pierre angulaire de l'engagement pris par le PNUD lors du GRF de cette année, où il étendra son soutien aux pays d'accueil et à ceux qui accueillent les rapatriés afin d'alléger la pression et de protéger les acquis en matière de développement.

#### **PARTIE 5 : Déclaration conjointe de la BAD au nom du groupe des partenaires de soutien**

- **M. Mamady Souaré**, Représentant résident COCF, Banque africaine de développement

Engagement au nom du groupe des partenaires de soutien piloté par la Banque africaine de développement, à soutenir activement la mise en œuvre des plans d'action stratégiques nationaux et régionaux et à mobiliser les ressources nécessaires à leur mise en œuvre. La plateforme s'aligne pleinement sur les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés en promouvant et en facilitant des approches globales pour répondre aux déplacements forcés, à la protection et aux solutions, tout en soulignant l'importance de la coordination et de la collaboration entre toutes les parties prenantes des sphères humanitaires, du développement, de la paix et du secteur privé. Appel à la communauté internationale à joindre leurs efforts dans cette démarche vers des solutions durables pour tous ceux qui sont touchés par la crise en RCA.

#### **PARTIE 6 : Segment de clôture**

- **M. Raouf Mazou**, Haut-commissaire adjoint aux opérations

Clôture de l'événement en soulignant la réelle opportunité que représentent les plans stratégiques nationaux et régionaux pour résoudre l'une des situations de déplacement forcé les plus prolongées dans la région, en soutenant les initiatives de paix, de développement, de sécurité et de réconciliation nationale en République centrafricaine. La plateforme joue un rôle essentiel pour s'assurer de créer les synergies visant à réussir la réintégration et le retour des réfugiés dans leur pays d'origine. Appel à la responsabilité collective de veiller à ce que tous ceux qui ont dû fuir puissent rentrer chez eux, continuer leur vie et ne plus jamais avoir à fuir.